

## Strasbourg en état de siège pendant un mois : le fric et la peur oui, les luttes sociales et le vivre ensemble, non !



Les conséquences du vote de la prolongation de l'état d'urgence la semaine dernière et de l'hystérie sécuritaire en découlant ne se sont pas faites attendre à Strasbourg comme dans le reste de la France : des milliers de perquisitions et des convocations au commissariat dont la justification est souvent difficilement trouvable, interdictions de manifestations populaires et sévère répression des mouvements sociaux comme les marches pour le climat à l'occasion de la COP21 de ce week-end, militarisation de nos rues encore plus accrue de notre société pour une inefficacité plus que discutable, annonce que la France va déroger à la Convention européenne des droits de l'Homme à cause de l'état d'urgence, etc.

En revanche, nous nous étonnons de trouver, parmi les exceptions à ces interdictions multiples, celle des marchés de Noël, notamment à Strasbourg. Permettons-nous quelques remarques là-dessus. Tout comme les matchs de football, ces manifestations sont éminemment économiques, c'est là leur chance. Les marchés de Noël strasbourgeois, malgré quelques tergiversations de façade, ont été maintenus en quasi-totalité... Sauf, entre autres, l'une des nouveautés de cette année, le marché de Noël de l'économie sociale et solidaire. Se trouverait-il dans un endroit à risque ? Non. Serait-il moins rentable que l'usine de Noël, place Broglie, qui est pourtant le plus à risque, car symbolique, et où se serrent chaque année le plus de touristes à Strasbourg ? Probablement. D'autres aberrations similaires ailleurs en France se produisent, comme le maintien de marchés de Noël sur les Champs-Élysées : on ne va quand même pas laisser nos bourgeois sans activité ; endroit à risque oui, mais surtout endroit à fric. Plus près de chez nous, le maire de Kaysersberg (Haut-Rhin) Henri Stoll (EÉLV) a au moins le mérite d'être honnête puisqu'il a décidé de maintenir le marché de Noël de sa commune, car « c'est une affaire de pognon » (<http://c.dna.fr/loisirs/2015/11/27/kaysersberg-je-le-maintiens-parce-que-c-est-une-affaire-de-pognon>). Mentionnons une situation similaire qui a été constatée à Nanterre, où le préfet des Hauts-de-Seine a tout simplement annulé l'événement populaire *La Ferme Géante de Nanterre* alors que le marché de Noël de la Défense, beaucoup sensible « sécuritairement »

parlant, est lui maintenu (voir le communiqué de nos camarades des Jeunes Communistes de Nanterre : <http://tinyurl.com/p6awogk>). Peu importe les initiatives populaires et solidaires, pourvu que l'argent rentre ! Les lois de la République ne sont pas les mêmes pour tout le monde apparemment.

Le marché de Noël strasbourgeois est maintenu, mais à quel prix ? Au prix de la restriction de nos libertés. Les mesures annoncées par la municipalité et la préfecture sont absolument délirantes et nous rappellent un air désagréable du sommet de l'OTAN de 2009. En guise de soi-disant sécurisation, ont été mises en place les mesures suivantes : des points de contrôle autour de la grande île, l'interdiction de la circulation automobile sur cette dernière, des fermetures de parkings et d'arrêts de tram, des contrôles d'identité et fouilles susceptibles de toucher plusieurs fois une même personne le même jour, le renforcement de la présence militaire et policière, etc. (pour plus de précisions : <http://www.rue89strasbourg.com/index.php/2015/11/24/societe/marche-de-noel-lensemble-des-mesures-de-securite/>). Surtout n'oubliez pas votre pièce d'identité sinon direction le commissariat pour avoir voulu simplement circuler dans l'hypercentre ! Sans compter les contrôles au faciès qui vont être monnaie courante encore plus qu'à l'accoutumée, les bouchons et les désagréments dus à l'affaiblissement des transports en commun et encore bien d'autres réjouissances. Gageons que la municipalité sera incapable de tenir ces mesures : pour que sa sacro-sainte sécurité soit viable, il faudrait un militaire par civil. Or le compte n'y est pas, malgré les efforts actuels pour rapprocher notre pays d'un État policier. Le constat est là : notre liberté de circuler est piétinée tandis que le seul argument qui justifie ce bafouement, la sécurité, est aussi peu crédible que défendable. Le préfet du Bas-Rhin et Alain Fontanel, premier adjoint au maire de Strasbourg, appellent les visiteurs à être « compréhensifs » et les Strasbourgeois à être « coopératifs ». On croit rêver. Il nous faudrait donc accepter de vivre dans de telles conditions, tout en ne bronchant pas et en taisant toutes les luttes sociales ? Pour nous la réponse est non !

Nous affirmons encore une fois notre solidarité avec les proches des victimes des attentats à Paris et Saint-Denis et notre volonté que des mesures fortes contre le terrorisme et l'extrême-droite soient prises, mais ne nous laissons pas bernier par l'hypocrisie de nos dirigeants : ne cédon pas à ce climat de peur, n'acceptons pas que les luttes sociales soient muselées, n'acceptons pas de vivre dans une forteresse ! Nous sommes bien évidemment pour le maintien du marché de Noël de Strasbourg mais la population n'a pas à payer le prix des politiques guerrières et de l'impérialisme du gouvernement français et de l'OTAN. Nous invitons tous les Strasbourgeois et les visiteurs à exprimer leur expérience et leur ressenti de cet état de siège, vous sentez-vous vraiment plus en sécurité ?

